

LES ÉLECTIONS ISRAËLIENNES DU 9 AVRIL 2019 : ENTRE « AFFAIRES », VOTE ETHNIQUE ET RÉSEAUX SOCIAUX

145

Lorsque le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, décide le 24 décembre 2018 de proposer à ses alliés un projet de loi de dissolution de la Knesset, sa décision ne doit rien au hasard. Cinq jours plus tôt, le procureur de l'État, Shaï Nitzan, annonçait avoir terminé son travail sur les affaires de corruption dans lesquelles le Premier ministre pouvait être mis en examen. Dès lors, la décision appartenait au tout-puissant conseiller juridique du gouvernement, Avichai Mandelblit. Le Premier ministre, candidat à sa propre succession, a voulu prendre les juges de vitesse. Favori des sondages, il entend, une fois réélu, faire adopter une loi dite loi française qui, comme pour le président de la République en France, le mettrait à l'abri des poursuites judiciaires pendant son mandat. On l'aura

compris : les élections à la Knesset le 9 avril 2019 n'ont ressemblé à aucune autre. Non en raison de leurs enjeux politiques – habituels – mais du fait de leur interférence avec le calendrier judiciaire. Ce contexte devait favoriser les positionnements purement tactiques et les polémiques sur les « affaires », en évitant les débats de fond pour privilégier des messages négatifs sur des réseaux sociaux devenus le centre névralgique du système électoral.

UNE CAMPAGNE NÉGATIVE

Dès le mois de février, le conseiller juridique du gouvernement annonçait son intention de prononcer la mise en examen de Benjamin Netanyahu dans trois affaires¹.

* Docteur en droit, enseignant à l'Université numérique européenne des études juives (UNEEJ.com), auteur d'*Israël et ses conflits*, Paris, Le Bord de l'eau, 2017.

1. La première, dite dossier 1000, est relative à des cadeaux reçus par la famille Netanyahu d'une valeur de près de 200 000 euros de la part de milliardaires; la seconde, dite dossier 2000, concerne les discussions entre le Premier ministre et le propriétaire du principal quotidien payant, le premier sollicitant une meilleure couverture médiatique; la troisième, dite dossier 4000,

Benny contre Bibi

Cette déclaration devait bousculer la campagne, et a joué un rôle moteur dans la conclusion d'une alliance entre les principaux opposants au Premier ministre, qui pour la première fois semblait pouvoir être battu. En effet, Benyamin Netanyahu, élu d'abord de 1996 à 1999, puis de nouveau sans discontinuer depuis 2009, a longtemps bénéficié d'un éclatement de l'opposition, et surtout de l'absence d'un leader capable de le concurrencer. À gauche, l'espoir suscité par l'élection surprise à la présidence du Parti travailliste d'Avi Gabbai, un ancien ministre centriste de Benyamin Netanyahu, est vite retombé. Une autre figure de la scène politique, un célèbre journaliste, Yaïr Lapid, à la tête de son parti *Yesh Atid* (« il y a un avenir ») n'a pas réussi son pari de devenir le leader de l'opposition, en raison de ses positions souvent très à droite et de sa participation au gouvernement Netanyahu en 2013-2014, qui ont brouillé son image. En clair, au moment de la dissolution, personne n'est encore parvenu à s'imposer face au leader de la droite.

C'est précisément ce vide que Benny Gantz, ancien chef d'état-major, doit combler. Il devient le challenger de Benyamin Netanyahu en réussissant à rassembler autour de lui de fortes personnalités. La veille du dépôt des candidatures, le 21 février, Benny Gantz et Yaïr Lapid annoncent la fusion de leurs listes. Ils sont rejoints par deux anciens chefs d'état-major plus marqués à droite, Moshé Yaalon et Gabi Ashkenazi. Ce « parti des généraux », qui prend le nom de « Bleu-Blanc » (en référence aux couleurs du drapeau

israélien), est donné gagnant par les premiers sondages après une entrée en campagne réussie. Avec le slogan « Ni droite, ni gauche, Israël avant tout », Benny Gantz réaffirme les positions sécuritaires traditionnelles du pays en assurant qu'il se montrera intransigeant vis-à-vis de l'Iran, du Hezbollah et du Hamas. Il ne ferme pas la porte à des négociations avec les Palestiniens et s'engage à ne rater aucune occasion de changer la donne régionale. Mais il préfère entretenir le flou sur cette question et ne se prononcera jamais en faveur de la solution à deux États. Sur le plan intérieur, il présente un programme de défense du pouvoir d'achat face aux monopoles et de réhabilitation du système de santé et de l'éducation. Il insiste sur la défense de la démocratie et la lutte contre la corruption. Sur le plan sociétal, il promet de desserrer la « contrainte religieuse » (en autorisant le fonctionnement des transports publics pendant le shabbat dans certaines villes), et de mieux défendre les droits des homosexuels (ouverture du recours à la gestation pour autrui aux couples d'hommes) et plus généralement le principe d'égalité de tous les citoyens.

Ne répondant pas directement à ces propositions, Benyamin Netanyahu se contente de rappeler brièvement son bilan, qu'il n'a cessé de survaloriser pendant tout son mandat : une économie forte (avec une croissance supérieure à la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques et un taux de chômage à 4 %, son minimum historique) ; une position diplomatique fondée sur une alliance sans précédent avec les États-Unis et

est de même type, mais de plus grande ampleur puisqu'elle met en jeu l'opérateur historique des télécommunications et son influent site d'information.

nombre de pays gouvernés par des partis populistes (Brésil, Italie, Hongrie, Pologne...); des échanges croissants avec les grands pays émergents (Chine et Inde); l'établissement ou le rétablissement de relations avec nombre de pays d'Afrique... Critiqué pour sa gestion très pragmatique du conflit avec le Hamas, le Premier ministre peut se targuer d'avoir évité une guerre dans la bande de Gaza pendant son dernier mandat, tout en ayant combattu efficacement l'installation de forces iraniennes en Syrie et au Liban avec le soutien de la Russie.

Du fait de son bilan, et notamment de la stature qu'il a acquise sur la scène internationale, Benyamin Netanyahou conclut qu'« Israël n'a jamais été aussi fort »... idée d'autant plus ancrée dans l'opinion publique que l'opposition, faible et divisée pendant tout le mandat, a mené un combat idéologique très déséquilibré: n'hésitant pas à souligner la croissance des inégalités, l'effondrement du système de santé ou les carences du système éducatif, les partis du centre et de gauche se sont montrés bien plus timides lorsqu'il s'agissait de dénoncer l'absence de négociations avec les Palestiniens ou le danger que représentent les relations privilégiées nouées avec les régimes populistes.

Le rôle des réseaux sociaux

De toute façon, le débat sur ces questions de fond a été marginalisé au profit de positionnements purement tactiques et d'attaques personnelles. Dans un premier temps, face à l'unité affichée par le « parti des généraux », Benyamin Netanyahou consolide son camp. Il promet, s'il est réélu, de former un gouvernement sur la même

base que celui en place: une coalition de toute la droite et des partis ultra-orthodoxes dirigée par sa formation politique, le Likoud. Afin de ne pas perdre une seule voix du « camp national », il encourage l'alliance entre le nouveau parti du sionisme religieux (liste dite de l'Union des partis de droite) et une formation s'inspirant des idées racistes et séparatistes du défunt rabbin Meïr Kahane. L'ensemble des partis de droite, d'extrême droite et ultra-orthodoxes font allégeance à la personne du Premier ministre et promettent de soutenir sa candidature auprès du président de l'État, une fois les résultats proclamés.

Forte de son unité, la droite s'emploie à « démasquer » ses principaux opposants en accusant le parti Bleu-Blanc d'être de gauche. Car en Israël, comme dans nombre de pays occidentaux, le mot « gauche » est devenu une insulte, synonyme d'incompétence en économie, de bureaucratie, de laxisme vis-à-vis des minorités. Appliquant la bonne vieille recette selon laquelle la meilleure défense est l'attaque, le Likoud saisit toutes les occasions d'anéantir l'image rassurante que véhicule Benny Gantz. Le profil sécuritaire de l'ancien chef d'état-major résiste mal à la révélation selon laquelle son téléphone portable a été piraté par les services iraniens. Son honnêteté est mise en cause par un rapport suggérant que la start-up qu'il a dirigée après sa retraite de l'armée aurait bénéficié de marchés publics de la police conclus sans appel d'offres. Son parti essaie de répliquer en relançant un soupçon de conflit d'intérêts et de délit d'initiés dans un dossier où Benyamin Netanyahou a été précisément innocenté: celui de la

vente de sous-marins². Mais cette stratégie « affaire contre affaire » dessert le candidat de l'opposition, désormais perçu par une bonne partie de l'opinion comme ne valant guère mieux que le Premier ministre sortant (« Tous les mêmes ! »). Les insinuations (Benny Gantz contrôlé par les Iraniens *versus* Benyamin Netanyahou s'étant enrichi au détriment de la sécurité nationale) ont occupé ainsi plus de temps dans les médias que n'importe quel autre sujet. La campagne atteint également un niveau de violence inouï au moment où Benny Gantz, après deux interviews ratés, est accusé d'avoir un problème d'équilibre mental.

Ce caractère ultra-personnalisé et agressif des débats a été largement amplifié par une utilisation massive des réseaux sociaux qui a fait passer au second plan la campagne officielle sur les grands médias. Les petites vidéos caricaturant l'adversaire postées en ligne se sont multipliées, mais pas un seul grand débat télévisé n'a eu lieu entre les leaders des principales listes ! Sur la Toile, le Premier ministre sortant dispose d'emblée d'une large avance : la somme des *followers* de ses différents comptes (Facebook, Twitter, etc.) atteint le chiffre impressionnant de six millions, contre un peu plus de six cent mille pour Yaïr Lapid et de cent soixante mille pour Benny Gantz. De surcroît, le gouvernement sortant – prévoyant – s'est opposé à toute initiative parlementaire visant à amender la loi électorale

de 1959 (relative aux méthodes de campagne) pour qu'elle s'applique aussi aux médias numériques. Le président de la commission centrale électorale réussit seulement à faire interdire les messages anonymes. Cela n'empêche pas les *fake news* ainsi que les manipulations par le biais de robots et de faux comptes de militants de prospérer, plaçant la plupart du temps l'opposition sur la défensive³.

LA TERRE PROMISE À LA DROITE

Cette campagne négative allait trouver un écho favorable dans une société désormais largement acquise à la droite.

La dimension démographique

En Israël, l'évolution démographique confère à la droite un avantage considérable. Déjà, en 1977, ce camp politique conquiert pour la première fois le pouvoir notamment grâce aux voix des immigrants originaires des pays arabes (les Séfarades), qui reprochaient aux gouvernements de gauche de ne pas avoir tout fait pour les accueillir dans de bonnes conditions, d'avoir dénigré leur culture, leur attachement aux traditions du judaïsme... Plus près de nous, la forte immigration en provenance de l'Union soviétique dans les années 1990 (près d'un million de personnes) a renforcé la droite, les russo-phones étant dans leur grande majorité très hostiles au monde musulman et conservateurs sur le plan des mœurs.

2. Dans cette affaire, dite dossier 3000, relative à des commissions sur des ventes de sous-marins allemands à Israël, des proches de Benyamin Netanyahou ont été mis en cause, mais le Premier ministre totalement innocent. C'est une affaire parallèle qui devait être évoquée : des reventes d'actions possédées par Benyamin Netanyahou chez un fournisseur du constructeur de sous-marins, après qu'il eut donné son accord à la vente d'engins à l'Égypte.

3. Sue Surkes, « Avec 6 millions de fans sur la Toile, Netanyahu est prêt pour les élections », TimesOfIsrael.com, 1^{er} avril 2019.

Les vagues d'immigration plus récentes (celles des années 2000, soit environ six cent mille personnes) ont confirmé la tendance : les personnes originaires de Russie et d'Ukraine partagent les mêmes convictions que leurs prédécesseurs ; les juifs américains immigrant en Israël appartiennent pour l'essentiel au judaïsme orthodoxe proche du Parti républicain, à la différence de la majorité de leurs coreligionnaires qui, libéraux et proches du Parti démocrate, préfèrent rester aux États-Unis ; enfin, les immigrants français, le plus souvent séfarades, inquiets des menaces anti-sémites dans l'Hexagone, ont le sentiment d'avoir été chassés une deuxième fois de leur pays par des Arabes.

La croissance naturelle de la population n'est pas non plus neutre politiquement. Chez les femmes juives, le taux de fertilité, qui est de 3,16 enfants – en augmentation et désormais supérieur à celui des femmes arabes –, traduit le dynamisme démographique de la population religieuse. Au sein de la communauté ultra-orthodoxe (environ 10 % de la population), les femmes ont en moyenne six enfants. Dans les familles sionistes religieuses (environ 10 % de la population aussi), cette moyenne est de quatre enfants, mais de six dans celles qui habitent dans les territoires palestiniens. Ces populations penchent naturellement à droite. D'une part en raison des fondamentaux qu'elles partagent avec le Likoud et ses alliés : l'attachement à la tradition, aux valeurs conservatrices, et bien sûr, *mezza vocce*, une grande défiance vis-à-vis des Arabes. D'autre part, quelques-unes des plus grandes colonies de Cisjordanie sont

peuplées de familles ultra-orthodoxes, et leurs partis, pourtant guère versés dans les questions de sécurité et de diplomatie, craignent toute remise en cause de cette annexion rampante. La population sioniste religieuse partage le même attachement aux colonies, dans nombre desquelles elle est majoritaire. De surcroît, la colonisation est au cœur de l'idéologie de ce courant qui est devenu le fer de lance du peuplement de ces territoires après leur conquête en 1967. Avec une telle évolution démographique, le discours anti-arabe ne pouvait que trouver un écho favorable.

149

Un discours anti-arabe

La thématique anti-arabe est au centre du discours politique de la droite, qui au cours des dernières années a su imposer toutes ses composantes, amalgamant la presse, les juges, la gauche, les intellectuels et les Arabes, présentés comme des opposants irréductibles à la judéité de l'État. Même lorsqu'elle a su donner de la voix, l'opposition a eu toutes les peines du monde à dénoncer les initiatives liberticides qui, sans toujours aboutir, se sont multipliées pendant la dernière législature : dans le monde des associations, en obligeant celles recevant la majorité de leur budget de gouvernements étrangers à en faire état dans tous leurs documents ; à l'université, en créant un « code éthique » pour les intervenants ; à l'école, en interdisant les conférences des groupes pacifistes ; dans le monde de la création culturelle, en empêchant le financement de projets portant, entre autres, « atteinte à la sécurité de l'État »⁴...

4. Cf. notre article « Menaces contre la démocratie israélienne », *Diplomatie*, juillet-août 2016.

Le sommet de cette offensive a été atteint pendant l'été 2018 avec l'adoption d'une loi « sur l'État-nation » sans mention du principe d'égalité entre les juifs et les autres Israéliens (les Arabes, qui représentent 20 % de la population). Il faut dire que, lors des précédentes élections, en 2015, une vidéo anti-arabe postée par Benyamin Netanyahu sur sa page Facebook le jour du scrutin avait contribué au redressement de la situation électorale du Likoud : « Le pouvoir de la droite est en danger. Les Arabes se rendent en masse aux urnes par autobus mis à leur disposition par les associations de gauche... » On ne change pas une tactique qui marche. En mars 2019, Benyamin Netanyahu saisit l'occasion offerte par la déclaration d'une actrice et mannequin, Rotem Sela, qui a écrit sur son compte Instagram : « Quel est le problème avec les Arabes ? Mon Dieu, il y a aussi des citoyens arabes dans ce pays. Quand diable quelqu'un au sein de ce gouvernement va-t-il dire au public qu'Israël est l'État de tous ses citoyens et que tous les peuples ont été créés égaux, et que même les Arabes et les Druzes et les LGBT et – c'est un choc – les gens de gauche sont des êtres humains. » Le Premier ministre n'hésite pas, en plein conseil des ministres, à répondre nominativement à Rotem Sela en rappelant le principe mis en avant par la loi sur l'État-nation : Israël n'est « pas l'État-nation de tous ses citoyens », mais « l'État-nation du peuple juif ». Délaissant la théorie pour les travaux pratiques, le leader de la droite ne cesse de déclarer que, pour être majoritaire, le bloc de centre-gauche a besoin du soutien des partis arabes (qui comptent

treize députés dans la Knesset sortante). Le Likoud en fait l'un de ses principaux slogans – « Bibi ou Tibi » (du nom du principal leader politique arabe, Ahmed Tibi) –, qui remporte un grand succès auprès de son électorat.

*Un vote ethnique*⁵

Ayant réussi à imposer ses thèmes et le tour qu'a pris la campagne, la droite recueille le fruit de ses efforts dans toutes les localités religieuses ou comptant une forte population séfarade et/ou russophone. Ainsi, les habitants des localités de la région de Gaza, dans le sud d'Israël, se plaignaient depuis des années de la politique de Benyamin Netanyahu, jugée trop laxiste face aux attaques du Hamas. Mais Sdérot, la ville la plus exposée, a voté à 43,5 % pour le Likoud, le parti russophone Israel Beitenou arrivant en seconde position avec 10,1 %. À Netivot, ville à l'est de Gaza regroupant de nombreux religieux séfarades, Shas est arrivé en tête avec 33,6 % des voix, juste devant le Likoud, qui en obtient 32,5 %. Ashkelon, au nord de la bande, a voté à 42,6 % pour le Likoud... Dans la très sainte Jérusalem, le Likoud obtient plus de 24 % des voix, auxquelles il faut ajouter les quelque 37 % enregistrés par les partis ultra-orthodoxes. Comme le Parti travailliste, et son petit concurrent plus à gauche, Meretz, lors des consultations précédentes, le parti Bleu-Blanc ne parvient pas à crever le plafond de verre qui confine depuis quarante ans l'opposition dans les métropoles où vivent des familles plutôt favorisées, ashkénazes et laïques : Tel Aviv a voté

5. Cf. notre article « Les élections israéliennes du 17 mars 2015 : vote de classe, vote ethnique et vote identitaire », *Pouvoirs*, n° 156, 2016, p. 151-158.

à 46 % pour ce parti, à 9 % pour le Parti travailliste comme pour Meretz. À Haïfa, Bleu-Blanc a atteint le score de 32 %.

La droite bénéficie aussi de taux de participation très différents selon les électorats. Le recul de quatre points du taux de participation général (68,5 %) par rapport au scrutin précédent (72,4 % en 2015) s'explique largement par la moindre mobilisation (52 % contre 64 % en 2015) d'un électorat arabe affecté par la nouvelle division de « ses » partis et le succès emporté par un mouvement de boycott des élections s'appuyant sur le sentiment de discrimination qui s'est renforcé avec l'adoption de la loi sur l'État-nation. Au sein de la population juive, les taux de participation montrent un plus fort engagement de l'électorat de droite. Dans les villes ultra-orthodoxes, le taux de participation est très largement supérieur à la moyenne nationale : 77 % à Bnei Brak (la « capitale » de l'ultra-orthodoxie), plus de 80 % à Beitar Illit (une colonie ultra-orthodoxe de Cisjordanie). Dans les villes plus favorables au bloc de centre-gauche, on enregistre le phénomène inverse : le taux de participation n'est que de 63 % à Tel Aviv et de 59 % à Haïfa.

Du fait de ce vote ethnique, la droite s'impose d'abord grâce au triomphe du Likoud, le parti du Premier ministre qui, avec trente-cinq sièges, réussit l'exploit d'améliorer son score de 2015, par lequel il avait obtenu trente sièges. L'extrême droite sioniste religieuse, en raison de ses divisions, n'en

recueille que cinq, mais deux autres petits partis de droite réussissent à franchir le seuil de représentativité (3,25 %, soit un minimum de quatre députés) : le parti Koulanou, droite sociale, compte quatre sièges et Israel Beitenou, droite laïque russophone, en a cinq. Avec les seize sièges obtenus par les partis ultra-orthodoxes (soit une progression de trois élus), Benjamin Netanyahu dispose ainsi d'une majorité de soixante-cinq sièges (sur un total de cent vingt) qui aurait dû lui permettre de former son cinquième gouvernement. Désormais, l'opposition est dominée par le parti Bleu-Blanc, qui en obtenant trente-cinq sièges peut s'enorgueillir d'avoir en moins de trois mois bouleversé le paysage politique israélien. Cette percée se fait au détriment de la gauche, qui perd dix-neuf sièges par rapport à la consultation de 2015 et se retrouve avec seulement dix élus (dont six pour le Parti travailliste et quatre pour Meretz). Les partis arabes, pour les raisons précédemment exposées, perdent trois sièges et n'en comptent plus que dix dans la nouvelle Knesset.

Ce recul historique de la gauche traduit la profonde évolution du système partisan enregistrée le 9 avril 2019 : avec un grand parti dans l'opposition et un autre de dimension comparable au pouvoir, le débat politique sera désormais tributaire de cette bipolarisation, seulement troublée par le nombre de petits partis qu'autorise un seuil de représentativité encore bien bas.

Élections législatives en Israël

Inscrits	6 339 729	
Votants	4 340 253	(68,46 %)
Suffrages non validés	30 983	
Suffrages exprimés	4 309 270	
Seuil électoral	140 050	(3,25 %)

<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
Likoud (droite nationaliste)	1 140 370	26,46	35 (+ 5)
Bleu-Blanc (centre)	1 125 881	26,13	35 (+ 24)
Shas (ultra-orthodoxes séfarades)	258 275	5,99	8 (+ 1)
Yaadout Hatorah (ultra-orthodoxes ashkénazes)	249 049	5,78	8 (+ 2)
152 Hadash-Taal (arabes communistes et nationalistes)	193 442	4,49	6
Parti travailliste (centre-gauche)	190 870	4,43	6 (- 18)
Israël Beitenou (russophone laïque)	173 004	4,01	5 (- 1)
Union des partis de droite (extrême droite sioniste religieuse)	159 468	3,70	5 (- 3)
Meretz (gauche)	156 473	3,63	4 (- 1)
Koulanou (droite sociale)	152 756	3,54	4 (- 6)
Ram-Balad (arabes islamistes et nationalistes)	143 666	3,33	4 (- 3)

Note : Ne sont pas repris ici les scores des partis n'ayant pas obtenu de sièges.

Lorsqu'à une heure avancée de la nuit du 9 au 10 avril Benyamin Netanyahu est accueilli par ses partisans, qui scandent sur le rythme bien connu d'une chanson de la tradition juive « Bibi, roi d'Israël », il peut être satisfait. Malgré des affaires judiciaires faisant douter de son avenir politique, malgré la présence en face de lui d'un challenger soutenu par une bonne partie de l'establishment militaire, il a réussi à obtenir pour son parti un nombre de sièges qu'il n'avait pas connu depuis 2003. Plus encore, certain de rester Premier ministre pendant au moins quelques mois, il devrait battre le record de longévité établi par le fondateur de l'État, David Ben Gourion.

Mais le grand vainqueur du 9 avril ne devine pas qu'au sein de son propre camp certains ont décidé de lui rendre la vie impossible. Dans la nuit du 29 au 30 mai, constatant que le parti Israël Beitenou refuse d'entrer dans la coalition, il obtient à nouveau la dissolution de la Knesset, plutôt que de voir la tâche de former un gouvernement confiée à l'un de ses rivaux au sein du Likoud ou au leader de l'opposition. Les Israéliens retourneront aux urnes le 17 septembre, sans que l'on sache si cet épisode inédit résoudra la crise provoquée par l'ambition démesurée d'un chef de gouvernement prêt à tout pour ne pas finir sa carrière politique en prison.